
Campagne CGT de reconquête des services publics :

Conformément aux décisions du 49^{ème} congrès confédéral, la place des services publics dans notre société est primordiale pour assurer à chaque citoyen une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Une grande campagne CGT de reconquête des services publics est lancée.

Elle s'appuie sur :

- La mise en œuvre d'une campagne confédéralisée engageant l'ensemble des organisations de la CGT sur des propositions revendicatives à l'offensive.
- 4 thématiques de campagne en direction des organisations de la CGT: Service Public et contrat social, Service Public et développement économique, Service Public et développement humain durable, financement des politiques publiques et d'intérêt général. (documents de cadrage en cours de validation transmis prochainement aux organisations de la CGT).
- Une batterie de productions de la CGT sur le sujet (existantes et nouvelles) rassemblées et organisées par les soins de la commission et dont la liste sera transmise aux organisations. L'ensemble de ces documents est destiné à constituer une « véritable boîte à outil » sur l'ensemble des questions de services publics. Il s'agira de rendre publiques et de mettre en débat nos propositions revendicatives à travers des initiatives de portée nationale ou déclinées dans les territoires. Appui également de la presse confédérale.
- La médiatisation d'une campagne offensive partant des besoins de la population en matière de service public (reconquête et création de nouveaux services publics). Avec l'évolution de la société ou des technologies de nouveaux besoins fondamentaux apparaissent, cela nécessite de bâtir des propositions revendicatives pour la création de nouveaux services publics (à titre d'exemple : petite enfance, aide à l'autonomie, énergie, eau, communications...). La lisibilité de cette campagne engagée pour plusieurs mois doit être favorisée à partir d'un identifiant de communication spécifique (logo...).

Elle ne se réduit pas au contexte électoral fin 2011 dans la Fonction publique (Etat et hospitalière) mais participera au dynamisme de la campagne CGT.

Cette campagne est inscrite dans le temps : il s'agit à la fois de développer analyse et propositions par rapport à la situation actuelle, mais aussi de s'inscrire dans une réflexion durable rendue nécessaire par les évolutions, subies ou souhaitées.

Si le mouvement des retraites ne nous a pas permis jusqu'à présent de formaliser un cadre national à la campagne, nombre d'organisations professionnelles comme territoriales ont d'ores et déjà pris des initiatives pour dérouler dans leur champ la campagne Service Public (en y associant, parfois, la commission Missions Publiques).

Enfin, rappelons que la CGT a décidé de lier la campagne Service Public et la campagne pour les élections professionnelles dans les fonctions publiques d'Etat et hospitalières : notre inscription dans la campagne électorale est liée à notre conception du Service Public ; elle est aussi liée à l'engagement de la Cgt dans la

défense et l'amélioration des droits et garanties de l'ensemble des salariés, et donc aussi et de manière plus particulière du statut des personnels des fonctions et des services publics. La campagne électorale sera une nouvelle occasion de dénoncer les réformes cherchant à restreindre les statuts, comme par exemple la loi sur la mobilité, tendance d'ailleurs aussi ancienne que le statut lui-même, ... mais peut-être cela dépasse t-il le cadre de notre débat d'aujourd'hui.

Les objectifs :

Deux objectifs sont recherchés en priorité en déclinant cette campagne :

- Tout d'abord s'inscrire dans le projet global de développement humain durable de la Cgt ; c'est parce qu'elle porte ambition et propositions en matière d'organisation économique et sociale, que la Cgt affirme le rôle déterminant et structurant du Service Public pour ce qui est de la construction sociale.
- En second lieu, décliner une campagne confédérale pour la promotion et le développement des services publics a aussi pour objectif d'éclairer, voire de démontrer, la cohérence des analyses et revendications de la Cgt en matière de services publics : il ne s'agit pas de juxtaposer des campagnes sectorielles, mais bien de démontrer leur sens commun.

Dès lors il s'agit de faire des politiques publiques, des services publics, des finances publiques des enjeux interprofessionnels portés par l'ensemble de la Cgt. Pour autant, il nous faut identifier précisément les enjeux pour que notre campagne dépasse la phase incantatoire et permette un réel débat, dans l'organisation et au-delà, pour construire ensemble les luttes permettant de faire aboutir nos revendications.

Les enjeux :

Le premier enjeu tient au rôle qu'attribue la Cgt au Service Public dans la construction du lien et de la cohésion sociale.

La Cgt considère que le Service Public est intimement lié au contrat social, tel que nous le définissons, c'est-à-dire la recherche de l'épanouissement et de l'émancipation de l'ensemble des citoyens, salariés ou non, individuellement et collectivement. Enjeu de démocratie, le Service Public est donc à la fois à l'origine de notre mode d'organisation, et un vecteur de sa réalisation : le besoin de s'organiser collectivement est à l'origine de la théorisation du Service Public, traduction juridique et politique de la dimension collective ; les services publics sont eux les moyens imaginés, au fil du temps, pour répondre aux besoins identifiés.

Dit plus simplement, le Service Public a pour objectif d'améliorer le « vivre ensemble » en recherchant la satisfaction des besoins, la lutte contre les inégalités, bref en assurant la cohésion sociale ; les services publics sont les moyens pour y parvenir.

Les services publics sont donc une matière vivante, en constante évolution, calée sur l'évolution des modes de vie et bien sûr du travail. Nous ne devons pas écarter ce débat y compris entre nous : la défense des services publics menacés (ô

combien) ne nous exempt pas de rechercher en permanence si notre conception est en phase avec les aspirations des salariés. Un exemple, dans les dernières années l'évolution exponentielle du salariat féminin nous a obligés à réfléchir autrement l'apport de nouveaux services publics permettant une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Le deuxième enjeu tient à la place prise par le Service Public dans le développement économique, selon le mode d'organisation actuel, mais aussi dans le développement humain durable auquel nous aspirons.

- Développement économique : c'est maintenant une chose admise, services publics et développement économique ont partie liée, de plus de manière interactive ; réfléchir l'un et l'autre de façon isolée nuit à notre projet syndical. Ceci plaide une fois encore pour la nécessité de confédéraliser notre campagne, donc d'y associer toutes nos organisations. Développer une campagne Service Public nécessite donc aussi de mettre en évidence l'outil économique que constitue celui-ci. Plusieurs raisons à cela :
 - L'implantation des entreprises, les possibilités du développement de leurs activités, et plus largement la réussite d'une politique industrielle, tient aussi à l'organisation et à la qualité des services publics. En premier lieu, parce que l'activité elle-même nécessite des infrastructures, une qualité de la fourniture d'énergie ou encore des services postaux ou de télécommunications performants. En second lieu, parce que l'existence d'un Service Public d'éducation et de formation permet le recrutement de salariés qualifiés. Enfin, la présence de services de santé, sociaux, culturels ou administratifs conditionne les choix de travail des salariés.
 - Les services publics font partie de l'économie, et participent donc à la création de richesses, soit directement en fonction de leurs activités, soit en participant à l'amélioration des conditions de vie, de bien-être social et donc de travail des salariés et de leurs familles.
 - Enfin, l'économie crée de nouveaux besoins et est facteur de développement des services publics, voire de création de nouveaux. C'est le cas par exemple des domaines de la recherche ou des communications.
- Le Développement humain durable nécessite une toute autre conception des services publics : il s'agit d'imposer la reconnaissance de « biens publics mondiaux », de développer une politique cohérente de l'énergie, de l'industrie et de l'environnement, mais aussi de créer les conditions d'un mieux vivre au et hors travail qui passe inévitablement par un investissement sérieux dans des services publics suffisants et adaptés.

Cela nous oblige par exemple à réfléchir à notre intervention, particulièrement au niveau territorial, mais pas seulement, sur les outils d'aménagement du territoire, ou de planification, par exemple ceux offerts

par les lois Grenelle ; ceci ne retire rien à notre appréciation critique du processus dans son ensemble !

Les richesses créées par le travail humain, et donc la reconnaissance du rôle et de la place de celui-ci, doivent être utilisées en premier lieu pour répondre aux besoins, y compris évolutifs ! Construire un développement économique axé sur le progrès social et la préservation des ressources naturelles est notre ambition, les services publics peuvent y aider !

Tout ceci milite encore une fois en faveur de la cohérence du projet Cgt : exiger une véritable politique industrielle doit aussi se faire à partir de nos revendications concernant les services publics, ce qu'ils sont et ce qu'ils devraient être, de nos exigences en matière environnementales. C'est non seulement souhaitable, mais possible : il nous faut pour cela nous saisir des moyens et lieux d'intervention où la parole, l'expertise, des salariés doivent enfin être entendus. Développer la démocratie sociale passe aussi par notre volonté de la faire vivre.

Le dernier enjeu concerne la dimension européenne et internationale que doit prendre notre réflexion. Nous nous y employons, d'ailleurs avec succès : l'évolution positive de la conception, des revendications et des mobilisations proposées en matière de services publics au sein de la Cgt tient pour beaucoup à la place qu'a su y prendre la Cgt. La déclaration du bureau exécutif de mai dernier en témoigne !

C'est aussi indispensable au regard de la crise que nous traversons, de ces ravages sur les salariés européens, des réponses apportées par les gouvernements : plans d'austérité, restrictions drastiques concernant les services publics ... et ceci alors même que la place qu'ils ont prise pour limiter les effets de cette crise est reconnue par tous !

